

**Direction Territoriale Hauts-de-France**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP) commun aux deux lots  
DTERHDF-2025\_Tri-dechets**

**Objet du marché**

Mise à disposition de contenants, enlèvement et traitement des déchets de la  
Direction territoriale Hauts-de-France - Cerema  
Lot 1 : site de Sequedin  
Lot 2 : site de Saint Quentin

Le présent CCTP comporte 1 annexe/lot :  
- Annexe 1 : description des contenants adaptés

## Table des matières

Article 1 : Objet et forme du marché.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché.....	4
Article 2 : Typologie des déchets.....	4
Article 3 : Description des prestations et conditions d'exécution.....	5
3.1 Location des différents contenant.....	6
a) Mise en place de conditionnements.....	7
3.2 Identification des conditionnements.....	8
3.3 Collecte et évacuation des déchets.....	9
a) Informations relatives à la collecte des déchets.....	9
b) Sécurité lors de la collecte.....	9
c) Transport.....	10
d) Fréquences des ramassages.....	10
e) Traitement des déchets.....	11
f) Retrait des conteneurs et matériels.....	12
3.4 Démarche qualité environnementale.....	12
Article 4 : Modalités d'exécution des prestations.....	13
4.1 Période de préparation du marché.....	13
4.2 Plan de prévention.....	14
4.3 Installation du chantier.....	14
4.4 accès et consignes.....	14
4.5 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	16
Article 5 : Documentation de suivi des prestations.....	16
5.1 Bons d'intervention.....	16
5.2 Rapport d'état mensuel.....	17

5.3	Bordereau de suivi des déchets (BSD).....	17
5.4	Attestation de tri sélectif.....	17
5.5	Registre des déchets (dangereux et non dangereux).....	17
5.6	Suivi des déchets dangereux.....	18
Article 6 : Modalités de contrôle.....		19
6.1	Obligations en termes de valorisation.....	19
6.2	Qualités des déchets enlevés.....	19
6.3	Respect de la législation.....	20
6.4	Provenance et qualité des matériels.....	20

<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</b>
---

## **Article 1 : Objet et forme du marché**

### **1.1 Objet du marché**

Les prestations, objet du présent marché, concernent la mise à disposition de contenants, ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets de la Direction territoriale du Cerema des Hauts-de-France (DTER HDF). Les prestations sont réparties en deux lots comme suit :

Lot 1 : site de Sequedin situé :

42 bis rue Marais  
59320 Sequedin

Lot 2 : site de Saint Quentin situé :

151 rue de Paris  
02100 Saint Quentin

Dans le cadre de son activité le Cerema dispose de bureaux administratifs, d'un laboratoire, de 2 départements (infrastructures et territoires Ecologie Energie Risques) et d'un parc automobile. Ces services produisent des déchets spécifiques qui seront stockés dans différents conditionnements.

### **1.2 Définition des prestations**

Le marché est composé d'une part de :

↳ prestations forfaitaires annuelles reprenant la location annuelle des contenants spécifiques à chaque catégorie de déchets , leur évacuation et leur traitement :

- acides
- emballages souillés en plastique, cartouches , masques filtrants et gants
- flacons souillés en verre
- terres polluées
- argile ; sable ; limon et plastiques souples

- sable ; gravier ; ciment
- eaux polluées aux thiocyanate d'ammonium
- métaux

↳ prestations à bons de commande pour des prestations occasionnelles :

- de mise à disposition de bennes déchets DIB 15m3 ; leur évacuation et leur traitement
- de mise à disposition de bennes déchets métalliques 15m3 , leur évacuation et leur traitement
- d'évacuation et de traitement de flacons et bombes aérosols contenant dissolvant, colles ; dégraissants ; huiles fines ; peintures

## **Article 2 : Typologie des déchets**

Ci-dessous la liste de déchets non dangereux (inertes et industriels banals) et dangereux (industriels spéciaux) produits par le Cerema :

- Déchets dangereux : acides, solvants, eaux polluées, flacons souillés, terres polluées.
- Déchets non dangereux : plastiques souillés, gants, métaux, DIB, gravats, matériaux de terrassement.
- Déchets valorisables : ferrailles.

Cette liste est non exhaustive. Elle est fournie au Titulaire à titre indicatif et des matières non dénommées pourront être assimilées par la DTer HDF aux catégories spécifiées.

## **Article 3 : Description des prestations et conditions d'exécution**

Les prestations objet du présent marché sont les suivantes :

- Location des différents contenants pour le stockage de produits spécifiques,
- La collecte, le transport et l'évacuation des déchets,
- Le traitement des déchets en centre agréé,
- toutes les manutentions afférentes aux opérations décrites ci-dessus,
- toutes les opérations administratives liées au recyclage et/ou stockage des déchets et à la mise à disposition de tous les documents attestant de la collecte et du traitement des

déchets.

- La mise en place d'une démarche qualité environnementale.

Il appartient au titulaire de respecter les différentes réglementations en vigueur, d'informer le Cerema de l'évolution de la réglementation et de mettre en œuvre les moyens nécessaires à toute évolution de la réglementation.

Le Cerema se préoccupe de mettre en œuvre une politique de tri sélectif en vue du traitement et de la valorisation des déchets produits par son activité. Pour ce faire, il réalise le recensement de ces déchets en quantité et en qualité. Le tableau joint en annexe 1 du présent CCTP donne, par lot, la liste de ces déchets et l'estimation des quantités des contenants à mettre à disposition.

Les quantités de ces contenants pourront être actualisées lors de la période de préparation du marché et contractualisées par voie d'avenant

### **3.1 Location des différents contenants**

La location des conteneurs est de deux natures :

- d'une part des équipements de location « récurrente » c'est-à-dire pour toute la durée du marché et
- d'autre part, des locations répondant à des besoins « ponctuels ».

Pour la location « récurrente », un inventaire sera fait lors de l'inspection commune, pour l'établissement du plan de prévention. Cet inventaire devra être daté et signé des deux parties.

Aussi, occasionnellement une commande pourra être émise pour la fourniture de contenants supplémentaires ou de substitution, les types de contenants sont détaillés au bordereau des prix unitaires (BPU).

#### **a) Mise en place de conditionnements**

Pendant la durée du marché, le titulaire met à disposition du Cerema, par lot, a minima les matériels listés en annexe 1 adaptés aux déchets concernés et au mode de collecte proposé, et conformes à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de son offre, le titulaire a inclus l'ensemble des frais liés à la mise à disposition (location) des conditionnements détaillés.

Ces contenants seront installés sur le site.

Le volume de ces contenants pourra être adapté au cours de l'exécution du marché après accord entre le prestataire et le Cerema.

En cas de besoins supplémentaires pour des déchets prévus le Cerema informera le titulaire par courriel. Celui-ci sera tenu de procéder à la mise en place de contenants et à leur collecte dans les délais retenus lors de la période de préparation du marché.

En cas de non-conformité du conteneur, le Cerema pourra demander son remplacement.

Le Cerema fera son affaire de la surveillance du matériel mis à disposition, il sera donc responsable des vols ou destruction partielle ou totale du matériel.

### **3.2 Identification des conditionnements**

Les conteneurs et matériels devront obligatoirement avoir un pictogramme représentant le logo du titulaire.

Afin d'améliorer la qualité du tri effectué par les agents du Cerema, le titulaire du marché devra proposer et mettre en place une signalétique adaptée pour chaque benne et/ou autres matériels précisant :

- la dénomination des déchets ;
- les principaux déchets collectés dans les contenants.

La signalétique, validée au préalable par le Cerema sera affichée au plus près des contenants.

Le Cerema accompagnera l'intervenant du titulaire pour l'installation sur le site.

### **3.3 Collecte et évacuation des déchets**

#### **a) Informations relatives à la collecte des déchets**

Lors de la collecte, le titulaire devra apporter la même dotation (quantité et type) que celle qu'il collectera en parfait état de propreté. Cette dotation initiale devra être conservée à tout moment.

Le titulaire enlèvera les bacs pleins et ce conformément à la réglementation sur le transport des déchets en fonction de leur nature, et les remplacera par des bacs vides avec un étiquetage conforme.

En cas d'erreur de contenants prélevées du fait du titulaire, ce dernier en assumera la charge financière.

Le prestataire confirmera au minimum 48h avant son passage, aux référents du site, de son passage, avec indication du créneau horaire de passage (matin ou après-midi).

L'enlèvement et le déchargement des conteneurs est à la charge exclusive du titulaire.

#### **b) Sécurité lors de la collecte**

Toutes les précautions et mesures préventives doivent être prises pour que les déchets ne puissent pas s'échapper de leur contenant pendant le chargement et le transport. En cas de problème (épandage accidentel), le titulaire est le seul responsable et devra prévenir sans délai la personne responsable de l'exécution du marché, désignée dans les documents établis lors de la période de préparation.

Le titulaire devra posséder une autorisation de transport des déchets faisant l'objet de ce marché conformément à l'article R.541-50 du code de l'environnement.

Le titulaire assure la propreté des abords immédiats des contenants tout au long du marché et particulièrement après leurs enlèvements.

#### **c) Transport**

La collecte et l'évacuation sont exécutées au moyen de véhicules adaptés et conformes à la réglementation, notamment en ce qui concerne les éléments nocifs et/ou dangereux pour l'homme et l'environnement.

La collecte et le transport des déchets jusqu'aux centres de traitement devront être effectués à l'aide de véhicules agréés, selon le type de déchets transportés, conduits par des chauffeurs qualifiés au regard des exigences réglementaires. (« Accords européens relatif au transport international des



marchandises Dangereuses par Route (ADR) » accord européen de 1957 et « arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit arrêté TMD) »).

Si le titulaire fait appel à un sous-traitant en cours d'exécution du marché pour le transport, il devra :

- fournir les coordonnées de celui-ci ainsi que les justificatifs demandés ci-dessus,
- s'engager à ce que celui-ci respecte les conditions du marché,
- faire agréer au préalable, le sous traitant et ses conditions de paiement à l'acheteur public en fournissant un DC4, avant toute intervention au titre du présent marché.

À tout moment, le Cerema se réserve le droit de refuser des véhicules ou du matériel jugés non conformes ou à la propreté non satisfaisante.

#### **d) Fréquences des ramassages**

Pour les prestations sur bons de commande à prix unitaires, dès que la capacité maximale d'un ou de plusieurs contenants est atteinte, le Cerema transmet au titulaire un bon de commande par courriel. La prestation sera effectuée dans les délais prévus dans l'offre et retenus lors de la période de préparation du marché.

#### **e) Traitement des déchets**

Le titulaire s'engage à éliminer chaque type de déchet par un traitement conforme au Code de l'environnement et à toute réglementation entrant en application au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire a indiqué dans son offre technique la destination ( traitement, recyclage, valorisation) et le type de traitement des déchets. Il ne peut en changer au cours du marché sans en avertir le Cerema et avoir obtenu son accord.

En cas de changement de la destination des déchets en cours de marché, le Titulaire ne peut prétendre à une indemnité ou à une augmentation de sa rémunération à moins que l'équilibre du contrat ne s'en trouve affecté. Dans ce cas, ces modifications feront l'objet d'un avenant dans les limites fixées par la loi et la jurisprudence.

Dans les 8 jours suivant la collecte des déchets, le prestataire transmettra au Cerema le bon de pesée correspondant par mail, condition sine-qua-non à la certification du service fait par le Cerema et demande de mise en paiement.

#### **f) Retrait des conteneurs et matériel**

Pour la location d'équipements liée à des besoins « ponctuels » (via bons de commande spécifique), le Cerema précisera sur la commande le jour de retrait souhaité de l'équipement.

### **3.4 Démarche qualité environnementale**

Le titulaire assurera une prestation de conseil en amont et tout au long de l'exécution du marché pour lever tout risque et assurer la sécurité des agents du Cerema. Ces prestations de conseil porteront notamment sur les modalités de stockage et de compartimentage des différents déchets (particulièrement les déchets industriels) au regard de leur nature et des risques potentiels d'accidents par réactions chimiques.

Au cours du marché, une fois par an, le titulaire transmettra au Cerema un bilan annuel dans lequel il proposera :

- des axes d'amélioration de la démarche environnementale dans la gestion des déchets du site.
- des documents de sensibilisation au tri sélectif à destination des agents du site.
- d'éventuelles nouveautés techniques permettant de valoriser les déchets produits.

## **Article 4 : Modalités d'exécution des prestations**

### **4.1 Période de préparation du marché**

Conformément à l'article 2.4 du CCAP, il est fixé une période de préparation qui se tiendra dans un délai maximum de 15 jours suivants la notification du marché et aura une durée maximale d'un (1) mois. Durant cette période il sera procédé aux opérations suivantes :

- Par les soins de la personne publique :
  - L'établissement du plan de prévention.

- La planification d'une visite du site avec le représentant mandaté par l'entreprise pour finaliser et ratifier le plan de prévention.
- Par les soins du titulaire :
- La préparation des contenants pour une installation le jour convenu entre les parties
  - La fourniture de l'ensemble des contenants, listés à l'annexe 1 du présent CCTP et éventuellement actualisés au cours de ladite période de préparation.
  - La prise en compte et la ratification du canevas du Plan de Prévention (conformément aux prescriptions du décret n°92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n°96-5 du 10 avril 1996) élaboré par le Cerema/PLI, à la suite de la visite des lieux.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site, en particulier les chauffeurs.

Le titulaire fournira :

- les coordonnées du responsable de la prestation, interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.
- la liste nominative des chauffeurs précisant le niveau de qualification requise, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des 2 dernières années (cela pour les prestations concernant les DIS). Cette liste sera tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

## **4.2 Plan de prévention**

Les prestations se dérouleront en site occupé et devront faire l'objet d'un plan de prévention, en suivant les recommandations du Conseiller de Sécurité et Prévention du Cerema.

Le Cerema demande que l'entreprise mette en œuvre les procédures et moyens de protection permettant à son personnel d'intervenir en toute sécurité et d'assurer la sécurité des personnes présentes sur le site.

Le plan de prévention sera établi après la notification du marché, pendant la période de préparation et il devra être respecté pendant toute la durée du marché. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

#### **4.3 Installation du chantier**

Le titulaire devra présenter un projet d'installation du chantier au Cerema. L'acheminement du matériel et des conditionnements nécessaires à l'exécution de la prestation se feront en liaison avec l'interlocuteur du Cerema dédié au marché. Les engins utilisés seront munis des accessoires adéquats pour prévenir toute dégradation. Le dépôt des matériels devra être effectué sur le site aux emplacements prévus lors de la visite de site. Le matériel sera limité aux seuls engins nécessaires aux prestations, lesquels ne devront laisser aucun désordre suite à leur passage. Toutes dégradations par le titulaire lors des manœuvres sera réparée à ses frais.

#### **4.4 accès et consignes**

La période d'intervention s'étend de 9h00 à 12H00 et de 14h00 à 16h00, du lundi au vendredi.

Chaque intervenant devra se présenter, à son arrivée, à l'accueil du site et se conformer aux horaires d'ouverture.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

Le personnel du titulaire devra être qualifié et en nombre suffisant pour qu'il n'y ait aucune interruption de service.

Les attestations de « compétence produits dangereux » pourront être demandées à tout moment par le représentant du maître d'ouvrage.

Le personnel d'intervention est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail et au règlement intérieur de l'établissement, en particulier, le personnel de l'entreprise Titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail sur le site. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise Titulaire.

Le Titulaire sera seul responsable à l'égard des tiers, des conséquences des actes de son personnel et garantit le Cerema de tout recours.

La détérioration des contenants, des quais ou de tout équipement du site par un comportement fautif fait partie de cette responsabilité. Les réparations ou remplacements des éléments abîmés seront effectués aux frais du Titulaire.

#### **4.5 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;

Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre

### **Article 5 : Documentation de suivi des prestations**

#### **5.1 Bons d'intervention**

Pour chaque intervention, après chaque passage sur site Cerema, le titulaire remet au Cerema un bon d'intervention numéroté qui comporte :

- la date,
- le numéro du marché
- nature de la prestation ( enlèvement, remplacement, signalétique etc...)
- le type et le nombre de conteneurs,
- la nature et les quantités des déchets enlevés,
- la destination des déchets enlevés.
- l'identification du chauffeur du véhicule utilisé

En cas de système de pesée embarqué, le ticket est remis lors de la sortie du site.

En cas d'autre système de pesée, proposé dans l'offre et accepté par le Cerema, le titulaire produit un document permettant d'établir de façon certaine le poids et le type de déchets enlevés dans les 5 jours ouvrés après le ramassage.

Ce document, en double exemplaire, est signé par le représentant du titulaire et contresigné par le responsable de l'exécution du marché sur le site. Chaque partie conserve un exemplaire.

## **5.2 Bordereau de suivi des déchets (BSD)**

Conformément à l'article R.541-45 du Code de l'environnement (modifié par Décret n°2022-1495 du 24 novembre 2022), le titulaire s'engage à fournir un bordereau de suivi des déchets (BSD) à chaque opération dont il fera mention dans son rapport mensuel. La remise du BSD à tous les acteurs concernés par la filière spécifique des déchets conditionne le respect de la réglementation. Il doit être retourné au Cerema dans les 30 jours ouvrés suivant la collecte et devra préciser entre autres les quantités, la nature et le lieu de traitement.

## **5.3 Attestation de tri sélectif**

Le titulaire remettra au Cerema l'attestation prévue à l'article D.543-284 du Code de l'environnement (modifié par le Décret n°2021-950 du 16 juillet 2021).

#### **5.4 Suivi des déchets dangereux**

Chaque collecte de déchets dangereux fera l'objet de la rédaction d'un Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux BSDD (via la passerelle Track déchets) - BSDI ou BSDA - conforme à l'arrêté du 29 juillet 2005 pris en application de l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai.

L'exploitant de l'installation destinataire transmettra au Cerema, dans un délai d'un mois suivant l'expédition des déchets, un exemplaire visé du bordereau de suivi attestant leur prise en charge.

Le bordereau de suivi accompagne les déchets jusqu'à l'installation destinataire qui peut être soit un centre d'élimination finale, soit un centre de prétraitement ou de regroupement.

Dans le cas d'un transport entre un centre de regroupement ou de prétraitement et un centre d'élimination ou de valorisation et/ou stockage, le prestataire émettra un deuxième bordereau de suivi des déchets (formulaire Cerfa n°12571/01 et CERFA n°11861-02 pour l'amiante) sur lequel il spécifiera la, ou les destinations finales des déchets.

Il en transmettra un exemplaire au Cerema comme preuve de l'élimination ou stockage des déchets qui lui ont été confiés, faute de quoi les factures resteront impayées.

La documentation exigée par les articles 5.2 à 5.4 du présent CCTP devra être communiquée par le titulaire au Cerema conformément aux modalités de notification indiquées à l'article 4.1 du CCAP.

Tout retard de transmission de la documentation de suivi fera l'objet de pénalités stipulées à l'article 8 du CCAP.

### **Article 6 : Modalités de contrôle**

#### **6.1 Obligations en termes de valorisation**

Afin de s'assurer que les déchets triés sont bien traités par valorisation ou élimination en fonction de la nature des déchets et des engagements pris par le titulaire dans son offre en matière de respect de la réglementation relative au traitement des déchets et des critères environnementaux, le Cerema se réserve le droit de procéder ou de faire procéder, par tout moyen jugé utile, sur pièce comme sur place, à tout contrôle et vérification utile chez le titulaire et/ou chez ses sous-traitants.

## **6.2 Qualités des déchets enlevés**

Bien que l'ensemble de ces déchets soit trié à la source par les agents du Cerema, le titulaire peut être amené à opérer, un tri au sein des déchets récupérés afin d'assurer leur valorisation, notamment si les conteneurs contiennent des produits non attendus. Dans ce cadre, le titulaire est astreint à une obligation de résultat relative à l'organisation de la collecte, au tri et à l'évacuation des déchets à des fins de traitement. Il met donc en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des prestations, mais dans tous les cas, le prestataire devra s'assurer que les moyens qu'ils souhaitent mettre en œuvre ont reçu l'aval du Cerema.

## **6.3 Respect de la législation**

Le titulaire s'engage à exécuter ses prestations conformément à la législation en vigueur. La personne publique se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler par un organisme agréé la conformité des prestations à la législation en vigueur, sur le site du Cerema ou sur le site d'exploitation du titulaire. Par ailleurs, le titulaire devra garantir au Cerema que les déchets sont éliminés dans une installation classée conformément au code de l'environnement. Chaque collecte sera suivie d'un BSD ou d'un BSDD le cas échéant comme susmentionné. Ces documents officiels constituent la preuve des opérations de collecte et de traitement. Un exemplaire sera visé par le centre de traitement et retourné au Cerema après traitement des déchets.

## **6.4 Provenance et qualité des matériels**

Le titulaire devra présenter à la personne publique, sur simple demande verbale, pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité, la liste des matériels utilisés pour l'exécution des prestations. Cette liste sera accompagnée des notices techniques, modalités d'utilisation et des certificats de contrôle par un organisme agréé, réserves levées.

Le Cerema se réserve le droit d'interdire l'utilisation, sur simple constat visuel, de tout matériel susceptible de présenter un danger pour son utilisateur, pour les biens et les personnes.

Tous dommages causés aux biens ou aux personnes seront à la charge du titulaire.